Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2014)

Heft: 2024

Artikel: Les fenêtres ne peuvent pas être à la fois ouvertes et fermées! : Avec 6,2 millions d'habitants, y aurait-il moins de bouchons sur les routes et la pression sur les loyers serait-elle moindre?

Autor: Ghelfi, Jean-Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1012672

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les fenêtres ne peuvent pas être à la fois ouvertes et fermées!

Avec 6,2 millions d'habitants, y aurait-il moins de bouchons sur les routes et la pression sur les loyers serait-elle moindre?

Jean-Pierre Ghelfi - 03 février 2014 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/25171

Les résultats du second sondage de la RTS concernant l'initiative de l'UDC sur l'immigration dite de masse sont atypiques: le camp du oui se renforce et celui du non faiblit. Habituellement on observe l'évolution inverse.

Les initiatives bénéficient le plus souvent d'un *a priori* favorable dans la population, qui faiblit au fur et à mesure que la campagne met en évidence les points faibles, discutables, critiquables. Par exemple, l'initiative de l'UDC *«pour les familles: déductions fiscales aussi pour les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants»* a commencé par être soutenue par deux tiers des personnes, mais finalement rejetée par 59% des votants le 24 novembre dernier.

Peut-on faire l'hypothèse qu'un argument fait d'autant plus mouche qu'il est largement repris et commenté par les médias: la Suisse ne peut pas indéfiniment accueillir quelque 80'000 travailleuses et travailleurs migrants supplémentaires chaque année, ce qui équivaudrait à aménager chaque lustre une ville de la grandeur de Zurich.

Il n'est pas évident, pour autant, que la solution à ce problème consiste à remplacer le principe de la libre circulation des personnes négocié avec l'Union européenne par le retour au système du contingentement de la main-d'œuvre étrangère, que la Berne fédérale avait promis d'instituer pour contrer l'initiative du Parti républicain de James Schwarzenbach – initiative rejetée le 7 juin 1970 par 654'844 voix (54%) contre 557'517, et par 13 cantons et 4 demi-cantons contre 6 cantons et 2 demi-cantons (ces derniers étaient Berne, Lucerne, Uri, Schwyz, Fribourg, Soleure, Nidwald et Obwald); il sera intéressant d'observer le 9 février l'évolution en 44 ans de la carte des cantons acceptant et refusant deux initiatives analogues.

Longue période

Comment se présente le solde migratoire de la population résidante étrangère sur la longue période? Il atteint 1,1 million de personnes entre 1975 et 2012, soit 30'000 personnes en moyenne par année.

Ce solde est étroitement corrélé à la conjoncture économique: il est négatif durant la deuxième moitié des années 70; de l'ordre de 16'000 personnes par année au cours de la première moitié des années 80; et d'environ 11'000 personnes par année entre 1995 et 2000.

Depuis l'entrée en vigueur de la libre circulation des personnes en 2002, le solde migratoire annuel moyen s'établit à 62'000 personnes. Chiffre nettement supérieur à la tendance de longue durée, qui résulte probablement du fait que non seulement la conjoncture est bonne en Suisse, mais qu'elle s'est surtout dégradée à la suite de la crise financière dans de nombreux pays européens.

L'analyse démographique ne doit cependant pas se limiter à cette seule observation. Il faut poursuivre le raisonnement jusqu'au bout et se demander comment aurait évolué la population résidante totale si nous n'avions eu, entre 1975 et 2012, ni soldes migratoires positifs ni naturalisations (880'000). La population indigène serait passée de 5,4 millions à 6,2 millions de personnes.

Enfants gâtés

Difficile évidemment d'imaginer ce que serait ce pays aujourd'hui avec presque deux millions d'habitants de moins. L'âge moyen de sa population serait nettement plus élevé et le financement de son système de sécurité sociale serait soit beaucoup plus coûteux, soit nettement moins développé. Y aurait-il moins de bouchons, eu égard au fait qu'il

n'y aurait pas eu la main-d'œuvre indispensable pour aménager une bonne partie du réseau des routes dont nous disposons? La pression sur les loyers serait-elle moindre compte tenu du fait que nous n'aurions pas pu engager le personnel nécessaire pour construire les immeubles existants? Et comment auraient évolué la situation économique, la recherche dans l'enseignement supérieur et les entreprises, la création de nouvelles entreprises indispensables pour renouveler le tissu économique du pays?

Le renforcement du camp des partisans de cette initiative est l'expression du syndrome d'enfants gâtés qui veulent le beurre et l'argent du beurre: pouvoir disposer de cette main-d'œuvre étrangère qui contribue indiscutablement au dynamisme de l'économie sans en avoir ce qu'ils considèrent comme des inconvénients.

Enfants gâtés, d'autant plus qu'en réalité, aucun parti politique – et l'UDC le premier – n'a envisagé à aucun moment ces dernières décennies, et mêmes ces dernières années, de freiner le dynamisme économique du pays. C'est même tout le contraire. La Confédération comme les cantons ont mis en place des politiques de promotion de l'économie. La politique fiscale a été aménagée pour que les *«riches contribuables»* et les grandes entreprises viennent s'établir ici. Toutes les communes souhaitent disposer de leur *«Silicon Valley»*. L'aménagement du territoire n'a pas été pensé et organisé pour éviter sinon limiter un accroissement constant du trafic des pendulaires.

Autant de contradictions que DP avait déjà analysées en décembre dernier (DP 2017). On ne peut pas tout faire pour tenir les fenêtres ouvertes et, simultanément, vouloir les fermer!

Le chemin pavé d'obstacles du tournant énergétique

Après l'abandon du nucléaire, le consensus est plus difficile sur les modalités

Jean-Daniel Delley - 31 janvier 2014 - URL: http://www.domainepublic.ch/articles/25165

La Suisse a réagi de manière inhabituellement rapide à la catastrophe de Fukushima. Après la décision de renoncer au nucléaire et l'élaboration d'une stratégie à l'horizon 2050 (DP 1986), c'est maintenant l'heure de la concrétisation. L'accord sur les principes fait place à des conflits d'intérêts bien substantiels.

Sur la faisabilité technique et économique de l'abandon du nucléaire, le consensus est large. Par exemple les analyses du professeur Gunziger, un spécialiste incontesté, montrent que la Suisse, grâce à ses barrages hydroélectriques – construits ou planifiés – dispose d'une capacité de stockage suffisante pour atteindre l'autarcie électrique, sans apport de l'énergie nucléaire ni de centrales à gaz. L'économiste saint-gallois Rolf Wüstenhagen arrive à la même conclusion.

C'est sur les modalités et les coûts de la transition que les avis divergent. Faut-il décentraliser la production en dispersant les installations photovoltaïques ou au contraire favoriser de grandes centrales? Promouvoir activement les énergies renouvelables ou miser sur une transition avec des centrales à gaz? L'effort doit-il porter en priorité sur les économies ou sur le développement des énergies renouvelables?

La réponse à ces questions peut bousculer fortement des intérêts en place. Les électriciens privilégient bien sûr les grandes centrales et le développement d'une production contrôlée par eux, avec l'appui d'Economiesuisse qui ne cache pas son opposition à la stratégie du Conseil